

GE_GERICHTE ACJC/201/2024 vom 15. Februar 2024

GE Cour de justice, 2024-02-15, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_201_2024

FR: GE_GERICHTE ACJC/201/2024 du 15 février 2024

IT: GE_GERICHTE ACJC/201/2024 del 15 febbraio 2024

Erwägungen

E. 1.1

Interjeté dans le délai utile et suivant la forme prescrite par la loi (art. 130, 131, 142, 143 et 311 al. 1 CPC) à l'encontre d'une décision finale de première instance, rendue dans un litige dont la valeur litigieuse au dernier état des conclusions est supérieure à 10'000 fr. (art. 91 ss et 308 al. 2 CPC), l'appel est recevable.

E. 1.2

La Cour revoit la cause avec un plein pouvoir d'examen (art. 310 CPC). Elle applique la maxime des débats et le principe de disposition (art. 55 al. 1 et 58 al. 1 CPC).

E. 1.3

Les chiffres 1 à 4 du dispositif du jugement portant sur la demande principale n'étant pas remis en cause, ils sont entrés en force de chose jugée (art. 315 al. 1 CPC). Les chiffres 2 à 4 relatifs aux frais judiciaires et dépens de la décision relative à la demande reconventionnelle pourront, quant à eux, encore être revus d'office en cas d'annulation de tout ou partie du jugement entrepris dans le cadre du présent appel (art. 318 al. 3 CPC).

E. 2

Compte tenu de l'élection de for et de droit prévue par les parties (cf. documentation contractuelle), il n'est à juste titre pas contesté que les juridictions genevoises sont compétentes pour connaître du litige et que le droit suisse est applicable (art. 5 al. 1 et 116 al. 1 et 2 LDIP).

E. 3

L'appelant a émis diverses critiques à l'égard de l'état de fait du jugement entrepris.

E. 3.1

Il a notamment fait grief au premier juge d'avoir omis de prendre en compte certains faits allégués par ses soins et prouvés, selon lui, par les éléments du dossier (art. 310 let. b CPC). L'état de fait ci-dessus a été complété dans la mesure utile (en particulier en ce qui concerne le montant crédité sur le compte de l'hoirie

- 10/21 -

C/8191/2020 après son ouverture, la question de la démonstration des pouvoirs de disposition de l'appelant sur le compte de l'hoirie ou la situation financière du précité).

E. 3.2

L'appelant reproche ensuite au Tribunal d'avoir traduit de manière incorrecte la première phrase du chiffre 11 des actes de nantissement. Selon lui, les termes "the Bank may not be held liable for failure to make use of all or any of the rights to which it is entitled under this

pledge agreement" figurant dans le texte original, rédigé en anglais, devraient être traduits par "la banque ne peut être tenue pour responsable de sa défaillance de faire usage de tous ou d'un quelconque droit auquel elle est habilitée selon le contrat". Cela étant, la traduction retenue par le Tribunal (et reproduite à la lettre B.a.a de l'état de fait ci-dessus), en se fondant sur la version française des conditions générales de la banque, apparaît conforme au sens général qui peut être donné à la phrase litigieuse, étant relevé que l'appelant n'a pas remis en cause devant le premier juge les traductions des documents contractuels fournies par l'intimée. Au demeurant, dans ses écritures de première instance, l'appelant a lui-même indiqué que la clause susmentionnée visait à limiter la responsabilité de la banque "pour le cas où elle ne ferait pas usage de l'un ou l'autre des droits lui compétant" (cf. réponse et demande reconventionnelle du 19 janvier 2021 ch. 16 p. 6), ce qui revient au même que la formulation retenue par le Tribunal ("la Banque ne peut pas être tenue responsable du fait qu'elle n'exercerait pas..."). Pour le surplus, le sens à donner à la phrase litigieuse constitue une question de droit, qui sera examinée ci-dessous dans le cadre de l'interprétation de cette clause contractuelle.

E. 3.3

Par ailleurs, l'appelant a également, implicitement, reproché au premier juge d'avoir violé la maxime des débats (art. 55 al. 1 CPC) en retenant un fait non formellement allégué par les parties, à savoir qu'il aurait effectué des paiements en remboursement partiel de sa dette (cf. ch. 13 § 2 du jugement attaqué). L'intimé ayant seulement indiqué que des montants avaient été crédités sur le compte personnel de l'appelant, le précité considère qu'il ne pouvait être retenu que c'était lui qui les y avait versés, faute d'allégués sur ce point. L'état de fait ci-dessus a dès lors été rectifié pour reprendre les termes employés par l'intimée en première instance lorsqu'elle a réduit ses prétentions, étant relevé que cet élément factuel n'est de toute manière pas décisif pour l'issue du litige.

L'appelant ne peut en revanche être suivi lorsqu'il soutient, en se fondant sur les déclarations du témoin G_____, qu'il faudrait retenir que les montants crédités sur son compte proviendraient de la réalisation d'œuvres d'art qu'il a nanties en faveur de la banque. A supposer que ce fait puisse être retenu sur la base d'un témoignage alors qu'aucun allégué correspondant n'a été formulé en première instance (cf. arrêts du Tribunal fédéral 4A_195/2014 et 4A_197/2014 du 27 novembre 2014 consid. 7.1 à 7.3 sur la prise en compte de faits exorbitants ressortant de l'administration des preuves), le témoin susvisé a exposé que les toiles de maître vendues aux enchères l'avaient été en raison du fait que les

- 11/21 -

C/8191/2020 obligations de paiement de H_____ LTD – et non de l'appelant lui-même – n'avaient pas été respectées.

E. 3.4

L'appelant critique ensuite l'état de fait du jugement de première instance en tant qu'il ne retient pas que le compte bancaire détenu par l'hoirie n'était pas rémunéré. Or, ce fait, dont la véracité a été contestée par l'intimée, est dépourvu de pertinence. En effet, l'on peine à discerner en quoi il pourrait influencer sur l'issue du litige, qui est circonscrit à la question de l'éventuel devoir de la banque de réaliser les sûretés qui lui ont été fournies (et sur les conséquences découlant d'une violation de ce devoir).

Il n'y a dès lors pas lieu de compléter l'état de fait sur ce point.

E. 4

Invoquant diverses violations du droit, en particulier des art. 2 CC, 1, 2, 18, 41, 97 et 100 CO, l'appelant reproche en substance au Tribunal d'avoir retenu que le banque n'avait pas violé ses devoirs en s'abstenant de réaliser le gage et que les intérêts courus sur sa dette ne constituaient pas un dommage.

E. 4.1.1

Dans la pratique bancaire, le prêt en espèces est appelé avance à terme fixe ou crédit ferme. Son montant est fixe et il doit être remboursé soit à une échéance fixe, soit ensuite de résiliation. Ce prêt peut être assorti de différentes garanties (arrêts du Tribunal fédéral 4A_286/2019 du 27 novembre 2019 consid. 3.2; 4A_69/2018 du 12 février 2019 consid. 4.1.1). La nature juridique du contrat d'ouverture de crédit ou contrat de crédit est controversée, mais il est généralement qualifié de contrat de prêt avec un élément durable de mandat, imposant notamment à la banque des devoirs d'information et de conseil. Lorsque banque et client sont liés par une relation de crédit, les obligations de l'emprunteur sont soumises aux règles du prêt de consommation, mais ses prétentions en dommages-intérêts contre la banque à concurrence de tout ou partie de sa dette, déduites de la violation par la banque de ses devoirs contractuels, sont examinées à l'aune des règles du mandat, au sens des art. 394ss CO (arrêt du Tribunal fédéral 4A_286/2019 précité consid. 3.1). En ce qui concerne la prétention en dommages-intérêts opposée en compensation par le client à concurrence de sa dette et fondée sur la violation par la banque de ses devoirs contractuels, la jurisprudence a déduit des devoirs d'information et de conseil de celle-ci, tant lors des pourparlers précontractuels en vue de l'octroi du crédit que pendant la durée du contrat, voire après la fin de celui-ci, de l'obligation de diligence et de fidélité de la banque de l'art. 398 al. 2 CO (arrêt du Tribunal fédéral 4A_286/2019 précité consid. 3.3). Cependant, selon la jurisprudence, en l'absence de contrat de conseil en placement ou de mandat de gestion, la banque n'est pas tenue d'assurer une sauvegarde générale des intérêts de son client (arrêt

- 12/21 -

C/8191/2020 du Tribunal fédéral 4A_369/2015 du 25 avril 2016 consid. 2.3; ACJC/778/2009 du 19 juin 2009 consid. 4.4.1 et la référence citée). La mise en jeu de la responsabilité de la banque mandataire dispensatrice de crédit à l'égard du client suppose cumulativement (art. 398 al. 1, 321e al. 1 et 97 al. 1 CO; arrêts du Tribunal fédéral 4A_354/2020 du 5 juillet 2021 consid. 3.2; 4A_72/2020 du 23 octobre 2020 consid. 5.3) : une violation des obligations qui lui incombent en vertu du contrat, notamment de ses obligations de diligence et de fidélité; un dommage subi par le client, compris comme une diminution involontaire de sa fortune nette; un rapport de causalité (naturelle et adéquate) entre la violation du contrat et le dommage; une faute de la banque, laquelle est présumée. Une banque ne se trouve pas dans une situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'elle perçoit des intérêts sur le prêt accordé. Un conflit d'intérêts n'existe que lorsque la banque privilégie ses propres intérêts au détriment de ceux de son client ou de tiers, par exemple lorsqu'elle encourage les crédits à une entreprise en danger dans le but de favoriser le remboursement de ses propres créances incertaines (arrêt du Tribunal fédéral 4C.205/2006 du 21 février 2007 consid. 3.4.2).

E. 4.1.2

Les choses mobilières ne peuvent être constituées en gage que sous forme de nantissement (art. 884 CC). Le nantissement est un contrat innommé par lequel le constituant du droit de gage – qui n'est pas nécessairement le débiteur – s'oblige à créer le droit de gage mobilier en faveur du créancier (STEINAUER, Les droits réels, tome III, 5e éd., Berne 2021, n. 4976 ss). Le constituant doit avoir le pouvoir de disposer de l'objet qu'il grève; la protection du tiers acquéreur de bonne foi selon l'art. 884 al. 2 CC est toutefois réservée (STEINAUER, op. cit., n. 4983 et 4990). Le créancier a la possession dérivée (et généralement immédiate) de l'objet grevé (STEINAUER, op. cit., n. 5025). Le créancier qui n'est pas désintéressé a le droit de se payer sur le prix provenant de la réalisation du gage (art. 891 al. 1 CC). En général, il déclenchera dans ce but une procédure de réalisation forcée (en principe, selon la procédure de réalisation du gage; cf. art. 41 LP). Les parties peuvent néanmoins convenir, dans le contrat de gage ou ultérieurement, que le créancier est autorisé à vendre l'objet grevé de gré à gré ou par la voie d'enchères volontaires publiques ou privées (STEINAUER, op. cit., n. 5042 ss.). Le créancier peut aussi fort bien tenter une poursuite ordinaire contre le débiteur de la créance garantie et s'en prendre ainsi à l'ensemble du patrimoine de ce dernier; il s'expose toutefois à ce que le débiteur de la créance garantie invoque le *beneficium excussionis realis*, exigeant ainsi du créancier qu'il réalise d'abord

- 13/21 -

C/8191/2020 l'objet grevé (art. 41 al. 1bis LP; FOËX, CR CC II, 2016, n. 4 ad art. 891 CC). Les parties peuvent toutefois exclure l'exception de discussion réelle, de telle sorte que le créancier pourra poursuivre directement la créance causale, sans que le débiteur puisse s'y opposer en exigeant qu'il recherche en premier lieu la créance abstraite; une telle exclusion n'a rien d'insolite dans les relations bancaires (ATF 140 III 180 consid. 5.1.5; arrêt du Tribunal fédéral 7B.249/2003 du 7 janvier 2004 consid. 5). Le *beneficium excussionis realis* peut être exclu, notamment en cas de convention de réalisation privée et de renonciation du débiteur à l'exception dans le contrat de gage (JENT-SØRENSEN, KUKO SchKG, 2014, n. 14 ad art. 41 LP) ou en cas de convention de "garantie subsidiaire", ce qui est particulièrement fréquent lorsque la chose grevée n'appartient pas au débiteur (STEINAUER, op. cit., n. 5045 et les références citées). La garantie procurée par le gage revêt un caractère subsidiaire lorsque le créancier ne peut procéder à la réalisation de l'objet grevé qu'après avoir recherché le tiers débiteur de la créance garantie ou réalisé d'autres sûretés garantissant cette créance (FOËX, op. cit., n. 45 ad 884 CC). L'exception du bénéfice de discussion réelle ne peut pas être soulevée devant le juge civil, saisi de conclusions condamnatoires en paiement de la créance causale (ATF 140 III 180 consid. 5.2.2). En cas de pluralité d'objets grevés, la banque est libre de déterminer l'ordre de réalisation, cette faculté ressortant en outre des contrats de gage général bancaire (EDOUARD, Le gage général de la banque, Réflexions sur un gage mobilier multiple, 2022, p. 418) Cela étant, procéder à la réalisation est un droit du créancier gagiste et non une obligation: le constituant ne peut pas contraindre le créancier à exercer cette faculté (FOËX, op.cit., n. 4 ad art. 891 CC; BAUER/BAUER, BSK ZGB II, 2023, n. 4 ad art. 891 ZGB). Une convention qui autorise le créancier à s'approprier purement et simplement l'objet nanti à défaut de paiement (pacte comissoire) est nulle (art. 894 CC). En revanche, une convention conclue après l'exigibilité de la créance et autorisant le créancier à s'approprier la chose grevée à titre de paiement (dation en paiement) est valable (STEINAUER, op. cit., n. 5042 ss.). Le Tribunal fédéral a par ailleurs retenu que le contrat de gage n'impose au créancier-gagiste aucun devoir de veiller aux intérêts du constituant

(arrêt du Tribunal fédéral 4A_494/2011 du 1er novembre 2011 consid. 2.2.3, FOËX, op. cit., n. 18 ad art. 884 CC; EDOUARD, op. cit., note de bas de page n° 264). La banque créancière gagiste a un intérêt commercial certain à privilégier le blocage des avoirs grevés de ses clients plutôt que de se désintéresser sans autres mesures. La réalisation peut donc être considérée comme une ultima ratio, même s'il n'en demeure pas moins que ce blocage est souvent à l'origine de la découverte

- 14/21 -

C/8191/2020 par les clients que leurs biens sont grevés et qu'il est également la source de la plupart des litiges relatifs au droit de gage général bancaire (EDOUARD, op. cit., p. 414).

E. 4.1.3

Est nulle toute stipulation tendant à libérer d'avance le débiteur de la responsabilité qu'il encourrait en cas de dol ou de faute grave (art. 100 al. 1 CO). L'art. 100 CO s'applique tant aux clauses qui exonèrent (excluent) la responsabilité du débiteur d'une obligation (clauses exonératoires ou exclusives) qu'à celles qui la limitent (clauses limitatives; THEVENOZ, CR CO I, n. 2 ad art. 100 CO). Au contraire des clauses restrictives de responsabilité au sens strict, qui s'attachent aux effets de la violation d'une obligation, les clauses qui excluent ou modifient certaines obligations modifient la nature juridique de la dette ou libèrent le débiteur du devoir même d'exécuter telle obligation dans certaines hypothèses. De ces clauses, il faut rapprocher celles qui modifient la répartition légale des risques indépendamment de tout manquement à une obligation contractuelle (par exemple : conditions générales des banques qui font supporter au tireur le risque des chèques faux ou falsifiés en dérogation à l'art. 1132 CO et au principe "qui paie mal paie deux fois"). Ces dernières transfèrent à une partie les risques, et donc les pertes, qui atteignent l'autre partie selon le cours ordinaire des choses ou en vertu du droit dispositif. Qu'elles modifient les obligations caractéristiques des parties ou qu'elles déplacent un risque entre celles-ci, ces clauses sont en principe compatibles avec la liberté contractuelle, à moins qu'elles n'excèdent les limites posées par l'art. 27 CC ou ne contreviennent à une disposition impérative de la loi. (THEVENOZ, op. cit., n. 8-9 ad art. 100 CO). De telles clauses, qui d'une manière ou d'une autre modifient la répartition typique des risques entre les parties, n'ont en général pas pour effet de créer, de modifier ou d'exclure une prétention en dommages-intérêts. Le Tribunal fédéral leur applique cependant les art. 100 et 101 CO par analogie lorsque la survenance du risque ou de la perte est causée par le comportement dolosif ou simplement négligent de la partie qui ne supporte pas le risque (THEVENOZ, op. cit., n. 10 ad art. 100 CO).

E. 4.1.4

En présence d'un litige sur l'interprétation d'un contrat, le juge doit tout d'abord s'efforcer de déterminer la commune et réelle intention des parties, sans s'arrêter aux expressions ou dénominations inexactes dont elles ont pu se servir, soit par erreur, soit pour déguiser la nature véritable de la convention (art. 18 al. 1 CO; ATF 144 III 93 consid. 5.2.2; arrêt du Tribunal fédéral 4A_431/2019 du 27 février 2020 consid. 5.1 et les références). Constituent des indices en ce sens non seulement la teneur des déclarations de volonté - écrites ou orales -, mais aussi le contexte général, soit toutes les circonstances permettant de découvrir la

- 15/21 -

C/8191/2020 volonté des parties, qu'il s'agisse de déclarations antérieures à la conclusion du contrat, des projets de contrat, de la correspondance échangée ou encore de l'attitude des parties après la conclusion du contrat, établissant quelles étaient à l'époque les conceptions des contractants eux-mêmes (ATF 140 III 86 consid. 4.1; arrêt du Tribunal fédéral 4A_152/2017 du 2 novembre 2017 consid. 4.1). Ce n'est que si le juge ne parvient pas à déterminer la volonté réelle et commune des parties - parce que les preuves font défaut ou ne sont pas concluantes - ou s'il constate qu'une partie n'a pas compris la volonté exprimée par l'autre à l'époque de la conclusion du contrat - ce qui ne ressort pas déjà du simple fait qu'elle l'affirme en procédure, mais doit résulter de l'administration des preuves -, qu'il doit recourir à l'interprétation normative (ou objective), à savoir rechercher leur volonté objective, en déterminant le sens que, d'après les règles de la bonne foi, chacune d'elles pouvait et devait raisonnablement prêter aux déclarations de volonté de l'autre. Il s'agit d'une interprétation selon le principe de la confiance. D'après ce principe, la volonté interne de s'engager du déclarant n'est pas seule déterminante; une obligation à sa charge peut découler de son comportement, dont l'autre partie pouvait, de bonne foi, déduire une volonté de s'engager. Le principe de la confiance permet ainsi d'imputer à une partie le sens objectif de sa déclaration ou de son comportement, même si celui-ci ne correspond pas à sa volonté intime (ATF 144 III 93 précité consid. 5.2.3; arrêt du Tribunal fédéral 4A_431/2019 du 27 février 2020 consid. 5.1 et les références). Savoir si les parties sont convenues d'adopter le bénéfice de discussion réelle ou, au contraire, de l'exclure est affaire d'interprétation de leur volonté. Comme toute manifestation de volonté, une clause de bénéfice de discussion réelle peut aussi être tacite, résulter des circonstances ou du contenu particulier du contrat (arrêt du Tribunal fédéral 5A_686/2013 31 janvier 2014 consid. 5.1.5).

E. 4.1.5

L'art. 2 CC énonce que chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses obligations selon les règles de la bonne foi (al. 1). L'abus manifeste d'un droit n'est pas protégé par la loi (al. 2). Il est notamment abusif d'adopter des comportements parfaitement incompatibles, ou d'invoquer un droit de façon contradictoire avec un comportement antérieur et de trahir ainsi les attentes légitimes qu'un tel comportement a suscitées (ATF 143 III 666 consid. 4.2). Selon la jurisprudence, le simple fait de tarder à faire valoir son droit en justice ne constitue toutefois pas un abus de droit. Il faut qu'à l'écoulement du temps s'ajoutent des circonstances qui font apparaître l'exercice du droit comme étant en contradiction irrémédiable avec l'inaction antérieure du créancier et donc comme contraire aux règles de la bonne foi. De telles circonstances doivent être admises lorsque le silence de l'intéressé permettait de conclure avec certitude à une renonciation à faire valoir son droit ou lorsque l'inaction a engendré des inconvénients pour l'autre partie (arrêt du Tribunal fédéral 5A_490/2019 du 19 août 2019 consid. 3.1.3 et les références citées).

- 16/21 -

C/8191/2020 L'abus de droit sert de correctif de secours pour le cas où l'application stricte du droit conduirait à une injustice crasse. Aussi ne doit-il être retenu qu'avec réserve. L'adoption d'une attitude contradictoire est susceptible de tomber sous le coup de cette clause, qu'elle conduise ou non à tromper la confiance suscitée de façon légitime par un certain comportement. Est par exemple abusif le fait d'exécuter un contrat - ou au moins la prestation principale - en connaissant le vice de forme, puis en refusant d'exécuter le solde sous couvert du vice (ATF 143 III 666 consid. 4.2). La question d'un abus de droit doit se

résoudre au regard des circonstances concrètes de chaque cas. L'art. 2 CC est un remède destiné à éviter que l'application de la loi conduise dans un cas particulier à une injustice flagrante. L'emploi dans le texte légal du qualificatif "manifeste" démontre que l'abus de droit doit être admis restrictivement (ATF 143 III 666 consid. 4.2; 143 III 279 consid. 3.1).

E. 4.2

En l'occurrence, l'appelant ne nie pas être débiteur de la banque à concurrence des montants qui lui ont été prêtés et qui ont été réclamés dans le cadre de la présente procédure.

L'appelant reproche cependant à la banque de ne pas avoir fait usage des facultés que lui octroyaient les actes de nantissement. Il soutient que le fait que la banque ne se soit pas remboursée les créances qu'elle détient envers lui au moyen des avoirs nantis du compte de l'hoirie lui aurait causé un dommage en accroissant inutilement sa dette en raison des intérêts moratoires qui courent depuis le 5 mars 2019. Les critiques de la décision entreprise portent sur plusieurs points: l'appelant fait en particulier valoir que la banque aurait été contractuellement obligée de se désintéresser au moyen des avoirs remis en nantissement (consid. 4.2.1 ci-après), et qu'elle aurait en tout état commis un abus de droit en se prévalant de l'art. 11 de l'acte de nantissement conclu au nom de l'hoirie (consid. 4.2.2).

E. 4.2.1

L'appelant fait en particulier valoir que l'art. 11 de l'acte de nantissement n'est pas une clause de subsidiarité du gage, que la banque pourrait invoquer pour s'exonérer de toute responsabilité dans le cas d'espèce. Selon lui, cette disposition constitue une clause d'exclusion de responsabilité pour le cas où la banque lui causerait un dommage en ne réalisant pas un gage alors qu'elle en aurait l'obligation, ladite obligation résultant des devoirs de diligence et de fidélité de la précitée. Selon l'appelant, le risque d'encourir une responsabilité ne peut en effet exister qu'en cas de violation d'une obligation. Il conteste dès lors la position de la banque qui a soutenu – en étant suivie sur ce point par le Tribunal – que rien ne l'obligeait à procéder à la réalisation des actifs grevés. Il n'est en soi pas contesté que les parties ont été liées par différents rapports juridiques dans le cadre de leur relation de crédit, cette dernière comprenant des

- 17/21 -

C/8191/2020 éléments du mandat, imposant à la mandataire des devoirs de diligence et de fidélité. Cela étant, l'appelant ne peut être suivi lorsqu'il sous-entend que cette composante du mandat – qui concerne la relation de crédit – impliquerait pour la banque un devoir de réaliser les biens grevés (ou même une obligation de réaliser des biens déterminés, en l'occurrence les avoirs du compte de l'hoirie, alors que d'autres biens appartenant à l'appelant ont également été nantis en faveur de la banque). Cette interprétation de l'appelant paraît d'autant plus erronée que, conformément aux principes rappelés ci-dessus, en l'absence de contrat de conseil en placement ou de mandat de gestion, la banque n'était pas tenue par un devoir général de sauvegarder les intérêts de l'appelant, que ce soit pendant que la relation de crédit était en vigueur ou postérieurement à sa résiliation. L'on ne voit donc pas sur quelle base l'appelant entend fonder une prétendue obligation de la banque d'agir de manière à sauvegarder les intérêts de son client lorsqu'elle souhaite obtenir le remboursement de ses créances, quand bien même celles-ci seraient garanties par un gage. Par ailleurs, le contrat de nantissement en tant que tel n'impose pas non plus à la banque un devoir spécifique de veiller aux intérêts du débiteur ou du constituant (sous réserve du devoir de diligence lorsqu'elle procède à la réalisation privée du gage, cf. arrêt du Tribunal

fédéral 5A_924/2013 du 20 mai 2014 consid. 4.2.1.1). Pour le surplus, les difficultés de trésorerie alléguées par l'appelant pour expliquer le non remboursement de ses dettes ne sont pas non plus de nature à fonder un devoir spécifique de la banque de sauvegarder ses intérêts.

Du point de vue légal, la banque n'était pas tenue de se désintéresser aux moyens des actifs nantis, puisque le fait de procéder à la réalisation du gage est un droit du créancier gagiste, mais non une obligation (sous réserve des cas où l'art. 41 LP trouve application en matière d'exécution forcée). En ce sens, le chiffre 11 de l'acte de nantissement signé par l'appelant en qualité de représentant de l'hoirie (qui a la même teneur que l'acte de nantissement signé pour son propre compte), qui dispose que la banque ne pouvait pas être tenue pour responsable du fait qu'elle n'exercerait pas ou que partiellement les droits qui lui appartiennent en vertu de ces actes et qui prévoit que le constituant renonce d'ores et déjà à élever toute exception ou objection de ce chef, ne contrevient pas aux principes légaux. L'appelant ne peut donc être suivi lorsqu'il soutient que cette clause – qui n'est pas à proprement parler une clause exclusive de responsabilité – ne serait pas valable au sens de l'art. 100 CO, puisqu'elle respecte le cadre légal.

Comme retenu à juste titre par le premier juge, la clause précitée – dont l'appelant ne prétend pas qu'elle serait insolite – constitue une exclusion du bénéfice de discussion réelle, puisqu'en renonçant par avance à élever toute exception ou objection à l'égard du fait que la banque n'exerce pas les droits qui lui sont conférés par l'acte de nantissement, l'appelant a renoncé expressément à la

- 18/21 -

C/8191/2020 possibilité d'exiger du créancier qu'il se désintéresse d'abord sur les biens remis en gage avant d'agir contre lui personnellement, en visant l'ensemble de son patrimoine. La circonstance que la clause litigieuse ne puisse pas être interprétée comme une convention de subsidiarité du gage (le premier juge ne l'a d'ailleurs pas qualifiée comme telle) est dépourvue de pertinence, puisqu'une telle convention ne constitue pas la seule manière de renoncer au bénéfice de discussion réelle. Se livrant à une interprétation subjective des manifestations de volonté des parties, le Tribunal a, à juste titre, considéré que l'exclusion du droit de discussion réelle, voulue et prévue par la banque, avait été comprise et acceptée par l'appelant. En effet, comme en témoigne le contenu de ses écritures de première instance (cf. consid. I § 2 du jugement attaqué qui y renvoie), l'intéressé a parfaitement compris que la banque était exemptée de toute responsabilité pour le cas où elle n'exercerait pas son droit à réaliser l'un ou l'autre des objets grevés pour être remboursée. C'est également à bon droit qu'il a été retenu que cette appréciation était corroborée par le comportement des parties postérieurement à la dénonciation au remboursement des prêts : jusqu'à l'ouverture du procès, aucune d'elles n'a jamais proposé (du moins démontré avoir proposé) ou requis de l'autre le désintéressement de la banque au moyen des avoirs nantis du compte de l'hoirie. Le fait que l'appelant prétende (sans toutefois l'établir) avoir tenté de trouver d'autres solutions de remboursement (au lieu de demander à la banque de se rembourser au moyen des actifs nantis du compte de l'hoirie) ne fait que confirmer les éléments retenus ci-avant. La volonté réelle des parties est suffisamment établie par les divers points mentionnés ci-dessus, étant relevé que les extraits de témoignages dont se prévaut l'appelant dans le cadre de son appel (cf. partie EN FAIT, let. C.n) n'apportent aucun éclairage utile sur la portée de la clause contractuelle présentement litigieuse et ne sont donc pas de nature à remettre en cause ce qui précède.

Indépendamment du fait que le bénéfice de discussion réelle n'a en soi de portée que du point de vue du droit des poursuites, il est indéniable qu'en ayant accepté d'exclure toute responsabilité de la banque pour le cas où elle ne ferait pas usage de la possibilité de réaliser les biens grevés, l'appelant ne peut pas reprocher à celle-ci une quelconque violation contractuelle – singulièrement une violation de ses devoirs de diligence et de fidélité – du fait qu'elle ne s'est pas remboursée les prêts consentis au défendeur au moyen notamment des avoirs remis en nantissement. La circonstance que la banque ait – comme elle en avait le droit – renoncé à réaliser les actifs du compte de l'hoirie, possiblement en raison de ses doutes quant aux pouvoirs de l'appelant de disposer des actifs composant la succession, ne

- 19/21 -

C/8191/2020 suffit pas à démontrer que ladite banque aurait adopté un comportement dolosif ou négligent susceptible d'entraîner l'application de l'art. 100 CO par analogie. Pour le surplus, il sera relevé que la banque a tout à fait le droit de bloquer les actifs grevés à concurrence du montant de ses créances tant et aussi longtemps qu'elle n'a pas été remboursée (cf. art. 889 al. 2 CC). Il n'y a rien de contradictoire dans le fait que la banque sauvegarde ses propres intérêts en bloquant les avoirs grevés et qu'elle demande, par prudence, une simple confirmation de tous les cohéritiers de l'appelant avant d'éteindre la dette personnelle du précité au moyen des actifs ainsi bloqués. Compte tenu de ce qui précède, l'appelant a échoué à démontrer que la banque créancière aurait engagé sa responsabilité en agissant par la voie judiciaire en vue d'obtenir le paiement de ce qui lui est dû.

E. 4.2.2

Il convient cependant encore d'examiner si, nonobstant ce qui précède, la banque aurait commis un abus de droit en ne réalisant pas les actifs du compte de l'hoirie nantis en sa faveur en garantie des crédits octroyés à l'appelant. L'appelant fait valoir que dans l'hypothèse où l'art. 11 de l'acte de nantissement devrait être qualifié de "convention de subsidiarité du gage", une telle clause aurait été convenue dans l'intérêt de l'hoirie, propriétaire du gage. Or, la banque ne se prévalait pas de cette disposition dans l'intérêt de l'hoirie, mais dans "son seul intérêt égoïste, pour tenter d'échapper aux conséquences d'une violation de ses obligations". L'intimée aurait ainsi adopté un comportement incompatible avec la bonne foi en invoquant cette disposition "pour la réalisation d'intérêts que cette disposition n'a pas pour but de protéger". L'abus de droit serait, selon lui, d'autant plus crasse que la banque ne devrait pas pouvoir se retrancher derrière les doutes qu'elle aurait par la suite nourris au sujet de ses pouvoirs de constituer le gage au nom de l'hoirie, alors qu'il lui incombait de vérifier ses pouvoirs au moment de la signature de l'acte litigieux. L'argumentation de l'appelant ne peut être suivie. Outre le fait qu'il ne peut être retenu que l'art. 11 de l'acte de nantissement signé par l'appelant au nom de l'hoirie serait une clause destinée à privilégier les intérêts de l'hoirie, rien ne permet de retenir que les conditions restrictives de l'abus de droit manifeste seraient réalisées en l'occurrence. La circonstance que la banque ait reconnu les pouvoirs de représentation de l'appelant pour ouvrir un compte bancaire au nom de l'hoirie et mettre en nantissement les avoirs dudit compte en garantie des créances que la banque pourrait avoir envers lui, puis qu'elle n'ait finalement pas réalisé les sûretés ainsi fournies – pour des motifs qui lui sont propres – après avoir dénoncé les prêts consentis en sa faveur, ne permet pas de retenir un abus de droit. S'il est vrai que la non réalisation des sûretés a pour conséquence de laisser courir les intérêts moratoires légalement dus par l'appelant – du fait qu'il n'a lui-même

- 20/21 -

C/8191/2020 entrepris aucune démarche, malgré l'importance de sa fortune, pour rembourser sa dette –, cela ne suffit pas non plus pour considérer que la banque aurait commis un abus de droit. Il convient en effet de rappeler que la jouissance d'une somme d'argent procure un avantage qui s'exprime, économiquement et juridiquement, par un intérêt. La perte de cette jouissance que subit le créancier d'un débiteur en demeure de paiement lui cause un dommage (THEVENOZ, CR CO I, 2023, n. 1 ad art. 104 CO). Les intérêts moratoires correspondent ainsi à la rémunération qu'un créancier peut exiger pour la privation d'une somme d'argent qui lui est due (ATF 130 III 591 consid. 3). L'appelant est donc particulièrement malvenu d'invoquer l'art. 2 CC pour – si l'on reprend ses termes – tenter d'échapper aux conséquences d'une violation de ses propres obligations de rembourser la banque depuis que le contrat de prêt a été dénoncé. La mauvaise foi de l'appelant est d'autant plus patente que, comme déjà relevé par le premier juge et rappelé ci-dessus, l'intéressé n'a jamais requis de la banque, avant le début de la présente procédure, qu'elle se désintéresse en réalisant l'une ou l'autre des sûretés qui lui ont été fournies. Par la suite, l'appelant n'a aucunement réagi à la requête de la banque du mois de février 2021 (qui faisait suite à la demande reconventionnelle du premier nommé) visant à procéder au remboursement de sa dette par le débit du compte de l'hoirie, moyennant autorisation de décaissement écrite des onze cohéritiers et ayant-droits économiques dudit compte. Au regard de l'ensemble de ce qui précède, le grief de l'appelant tiré d'une violation de l'art. 2 al. 2 CC doit donc être rejeté.

E. 4.3

En définitive, l'appel, entièrement infondé, sera rejeté et le jugement entrepris confirmé.

E. 5

Les frais judiciaires d'appel, arrêtés à 45'000 fr. (art. 17 et 35 RTFMC), seront mis à la charge de l'appelant, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). Ils seront compensés avec l'avance de frais du même montant versée par l'intéressé, qui demeure acquise à l'Etat de Genève (art. 111 al. 1 CPC). L'appelant sera, en outre, condamnée à verser 35'000 fr. à l'intimée à titre de dépens d'appel (art. 105 al. 2 CPC; art. 84, 85 al. 1 et 90 RTFMC; art. 23 al. 1, 25 LaCC), débours et TVA compris. Les sûretés d'un même montant versées par l'appelant seront ainsi entièrement libérées en mains de l'intimée. * * * * *

- 21/21 -

C/8191/2020 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté le 7 décembre 2022 par A_____ contre le jugement JTPI/12884/2022 rendu le 1er novembre 2022 par le Tribunal de première instance dans la cause C/8191/2020. Au fond : Confirme le jugement entrepris. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires d'appel à 45'000 fr., les met à la charge de A_____ et dit qu'ils sont entièrement compensés avec l'avance de frais versée, qui demeure acquise à l'Etat de Genève. Condamne A_____ à verser 35'000 fr. à B_____ à titre de dépens d'appel. Ordonne la libération des sûretés versées par A_____, soit 35'000 fr., en faveur de B_____. Siégeant : Madame Jocelyne DEVILLE-CHAVANNE, présidente; Madame Verena PEDRAZZINI RIZZI, Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, juges; Madame Sophie MARTINEZ, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.